

Plus que du papier Mehr als Papier

Le traité de l'Élysée est considéré à juste titre comme le traité du XXème siècle, et comme une étape importante dans l'entente franco-allemande. Et pourtant, à l'époque, l'Allemagne et la France poursuivaient des objectifs complètement différents : la politique étrangère française voulait empêcher une prépondérance américaine en Europe, et surveiller l'émergence de la République fédérale après la Seconde guerre mondiale. De son côté, avec une alliance multilatérale et une politique européenne, le gouvernement allemand entendait regagner sa souveraineté limitée en matière de politique étrangère ainsi que la confiance à l'échelle internationale. Mais malgré toutes ces différences, en France comme en Allemagne, le pays voisin était considéré comme un partenaire fiable.

Une situation qui peut être comparée à celle qui prévaut actuellement : les deux pays sont d'accord sur leur conviction fondamentale, ils ont confiance dans le partenariat bilatéral, mais ils sont engagés dans un certain nombre de discussions sur la bonne voie à suivre. Les deux gouvernements partagent la conviction fondamentale qu'à l'avenir, l'Europe devra prendre en main son propre destin plus fermement, afin de relever les nombreux défis qui l'attendent. Il y a encore des discussions sur le « comment » – notamment en ce qui concerne les ressources financières de la zone euro, la question d'un budget d'investissement au niveau européen, l'avenir du fonds européen de crise et la question de savoir comment les pays peuvent être soutenus spécifiquement dans la mise en œuvre des réformes économiques.

On le sait : beaucoup de choses peuvent être discutées plus facilement et de manière plus controversée quand on se connaît mieux. Le traité de l'Élysée a créé les conditions pour cela, notamment au niveau de la société civile : environ 300 associations franco-allemandes, 22 partenariats régionaux et 2 200 jumelages, 4 300 partenariats scolaires et un réseau de 186 universités, collèges techniques et grandes écoles sous la tutelle de l'université franco-allemande. Il y a de quoi être fier ! Et dans les pages qui suivent, vous pourrez découvrir ce que ces acteurs du franco-allemand attendent de la nouvelle version du traité de l'Élysée.

Der Élysée-Vertrag gilt zu Recht als Jahrhundertvertrag und als Meilenstein der deutsch-französischen Verständigungspolitik. Dabei verfolgten Deutschland und Frankreich damals durchaus unterschiedliche Ziele: die französische Außenpolitik wollte ein amerikanisches Übergewicht in Europa verhindern und das Widererstarken der Bundesrepublik nach dem zweiten Weltkrieg kontrollieren. Die Bundesregierung zielte mit einer multilateralen Bündnis- und Europapolitik vor allem darauf, ihre eingeschränkte außenpolitische Souveränität wiederzuerlangen und international Vertrauen zurück zu gewinnen. Doch trotz aller Unterschiede: sowohl in Frankreich wie in Deutschland galt der jeweilige Nachbar als verlässlicher Partner.

Eine Konstellation, die sich mit der aktuellen Lage vergleichen lässt: einig in der Grundüberzeugung und mit Vertrauen in die bilaterale Partnerschaft, leistet man sich einiges an Diskussionen um den richtigen Weg: Beide Regierungen teilen die Grundüberzeugung, dass Europa künftig sein Schicksal selbst stärker in die Hand nehmen müsse, um die zahlreichen anstehenden Herausforderungen zu bewältigen. Diskussion gibt es noch um das „Wie?“ – wenn es um die finanzielle Ausstattung des Euroraums geht, die Frage eines Investivhaushalts auf europäischer Ebene, die Zukunft des europäischen Krisenfonds und die Frage, wie sich gezielt Länder bei der Verwirklichung von Wirtschaftsreformen unterstützen lassen.

Es lässt sich bekanntlich vieles leichter und auch strittig diskutieren, wenn man sich besser kennt. Der Elysée-Vertrag hat dafür – vor allem auf gesellschaftlicher Ebene – die Voraussetzungen geschaffen: Gut 300 deutsch-französische Vereinigungen, 22 Regional- und 2 200 Städtepartnerschaften, 4 300 Schulpartnerschaften sowie ein Netzwerk von 186 Universitäten, Fachhochschulen und Grandes Ecoles unter dem Dach der deutsch-französischen Hochschule. Das kann sich sehen lassen! Und auf den nächsten Seiten können Sie lesen, mit welchen Erwartungen diese Akteure die Neufassung des Élysée-Vertrags begleiten.

Ute Schaeffer

M. et Mme Europe

Macron et Merkel face aux défis européens

Par Oliver Philipp*

» Le discours-programme d'Emmanuel Macron sur l'Europe a marqué un nouveau départ, et la liste des idées auxquelles l'Allemagne et la France devaient s'attaquer était longue. Mais quels sont les thèmes qui occupent réellement le tandem franco-allemand actuellement ?

« L'amitié franco-allemande est un fondement même du processus d'intégration européenne et en est indissociable ». C'est ce qu'indique la déclaration commune des députés allemands et français sur le nouveau traité de l'Élysée, qui a été adoptée par les deux parlements à l'occasion du 55^e anniversaire de la signature du traité. Le signal envoyé par cet acte symbolique est clair : relever ensemble les défis, dans un dialogue riche et fructueux, et donner ensemble un nouvel élan à l'Europe.

Comme l'a dit Emmanuel Macron dans sa célèbre intervention à l'Université de la Sorbonne à Paris en septembre 2017. A cette occasion, le président français a également précisé à quoi cette impulsion franco-allemande devrait ressembler. Le renouvellement du traité d'amitié franco-allemand était l'une des nombreuses propositions présentées par Macron dans son discours intitulé *Initiative pour l'Europe*, un titre bien choisi. Avec des propositions de réformes pour l'Union européenne dans des domaines tels que l'immigration, la sécurité et la défense ainsi que l'économie et les finances, Macron a fait part de sa vision de l'Europe de demain et a placé l'Allemagne face à ses responsabilités. Mais que pense l'Allemagne de ces propositions ?

Macron a mis en avant des idées que de nombreux politiciens européens à Bruxelles gardent dans leurs tiroirs depuis longtemps. Il a été ques-

tion d'armée européenne, d'autorité européenne en matière d'asile, de taxe sur les transactions financières à l'échelle de l'UE ou encore d'un ministre des finances de la zone euro. La plupart de ces idées ne sont pas nouvelles. Ce qui est nouveau en revanche, c'est qu'un chef d'État, à contre-courant de toutes les tendances de l'opinion publique, exige comme solution à la crise en Europe davantage d'Europe. L'Allemagne soutient nombre de ces idées. L'accord de coalition stipule que le gouvernement souhaite aller dans le sens d'une « armée d'Européens ». Les intérêts des deux pays se sont également retrouvés dans la création d'un premier centre européen d'accueil des demandeurs d'asile. Ou encore dans la taxe sur les transactions boursières dans tous les États membres de l'UE: Berlin et Paris la défendent depuis longtemps au niveau européen.

En revanche, les revendications de Macron en faveur d'un approfondissement de l'union monétaire pourraient déboucher sur de grandes tensions entre les deux pays. Selon le président français, la zone euro doit avoir son propre budget géré par un ministre des Finances, ainsi qu'une garantie de dépôt auprès des banques sans minimisation préalable des risques. De son côté, l'Allemagne demande à ce que l'on ne dépense davantage d'argent au sein de l'UE que quand on en aura économisé. Et Berlin reste intransigeante en ce qui concerne les euro-obligations. Selon l'Allemagne, une dette commune et un taux d'intérêt commun

* Oliver Philipp travaille pour le département d'analyse des politiques internationales de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

seraient néfastes. Elle va même jusqu'à remettre en question la poursuite du développement du mécanisme européen de stabilité et de l'union bancaire.

D'après Zaki Laïdi de Sciences Po Paris, cela montre que l'Allemagne aspire à une Europe minimaliste, liée à des mécanismes disciplinaires intergouvernementaux conçus par les pays les plus riches. La crise de l'euro est de retour – et l'Europe est de nouveau mise à contribution – en Italie cette fois, où les marchés réagissent déjà nerveusement après la formation d'un gouvernement anti-européen. Le taux des obligations d'État italiennes à deux ans est presque revenu au niveau de 2012 en pleine période de crise, les cours des actions baissent et l'euro perd nettement du terrain par rapport aux autres monnaies. Cela pourrait relancer les discussions sur la demande de Macron d'émettre des euro-obligations. Reste à voir si le président français sera en mesure de tirer parti de ce nouveau débat. De son côté, la chancelière semble avoir cédé aux pressions de sa propre faction. Des pressions qui se sont exprimées par des déclarations comme celle du leader du groupe parlementaire de la CSU, Alexander Dobrindt (« Je ne vois absolument aucune raison de faire du bonheur de Macron la base de notre programme politique »). En outre, le Mouvement cinq étoiles et la Ligue du Nord s'engagent sur une voie de confrontation évidente avec la politique d'austérité « allemande ». Des moments difficiles attendent tout particulièrement l'Allemagne et la France, des moments dans lesquels elles devraient faire face ensemble. C'est ce qui est ressorti de la déclaration du patron de la Ligue du Nord, Matteo Salvini, qui a mis les choses au clair : « nous ne

sommes pas les esclaves des Allemands ou des Français », a-t-il dit.

Il se pourrait en effet que les grands thèmes concernant le renouvellement de l'UE abordés par Emmanuel Macron dans son discours de la Sorbonne doivent céder la place à des questions bien plus pragmatiques. Savoir par exemple combien d'argent est à la disposition des États membres de l'UE pour les tâches communautaires, et dans quels domaines politiques il doit être dépensé. Les négociations sur le cadre financier pluriannuel 2019-2024 sont difficiles, et la proposition de la Commission européenne en appelle à la fois à l'Allemagne et la France. L'augmentation du budget, en particulier pour la protection des frontières extérieures de l'Europe ou pour la défense, entraînerait des dépenses supplémentaires de 12 milliards d'euros par an pour l'Allemagne, dont environ quatre milliards d'euros destinés uniquement à combler le manque que va entraîner le Brexit.

Dans une déclaration commune, le ministre des Affaires étrangères Heiko Maas et le ministre des Finances Olaf Scholz ont souligné la volonté fondamentale de l'Allemagne « d'assumer la responsabilité du renforcement de l'Union européenne ». Mais ils ont cité comme condition préalable un « partage équitable des charges entre tous les États membres ». Il est important de parvenir à un accord au plus vite. Un éventuel changement dans l'équilibre du pouvoir au Parlement européen suite aux élections européennes inquiète aussi bien Paris que Berlin. Les tendances politiques au sein des États membres – l'exemple le plus récent étant l'Italie – montrent que les



© Shutterstock

Emmanuel Macron et Angela Merkel à la réunion préparatoire du sommet du G20 à Berlin en juin 2017

mouvements populistes de droite et eurocritiques vont continuer à étendre leur présence au Parlement européen, tandis que les partis dits traditionnels, le PPE et l'alliance des socialistes et des démocrates, doivent s'attendre à de nouvelles pertes.

Par ailleurs, la formation d'un nouveau groupe comprenant les partisans d'une union des Etats nationaux et les opposants à un approfondissement européen est également envisageable, avec notamment le FPÖ autrichien, le PiS polonais et le Fidesz hongrois. Un tel adversaire pourrait compliquer la mise en œuvre de projets franco-allemands dans l'UE

Dans ce contexte, d'autres questions devraient donc préoccuper davantage l'Allemagne et la France: qui sera le nouveau président de la Commission européenne et comment va-t-il être nommé ? Le président actuel, Jean-Claude Juncker du groupe PPE, est loin de faire l'unanimité : il est considéré comme trop marqué politiquement, notamment par l'Allemagne. Si on reproduisait la procédure électorale de 2014 qui prévoit que le

groupe le plus fort nomme le président, les membres de La République En Marche qui n'ont pas de fraction, n'auraient aucune influence sur le choix du candidat. D'autre part, le président de la Commission pourrait continuer à être issu du groupe du parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et des démocrates européens pendant des années. Sans parler du danger d'avoir un président critique à l'égard de l'UE.

Cette décision devrait également être une épreuve de force. La liste des défis mondiaux qui nécessitent d'urgence une dynamique franco-allemande commune est longue : les changements provoqués par les progrès technologiques, le changement climatique, les relations avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou encore la Turquie. L'UE a besoin de l'Allemagne et de la France pour préparer l'Europe à l'avenir, pour stabiliser la zone euro et prévenir les divisions internes que pourraient causer les mouvements eurocritiques. A l'approche des élections européennes, le risque est grand de se consacrer aux détails, et de perdre de vue les grandes visions.

Mr. and Mrs. Europe

Macron und Merkel stehen vor wichtigen Aufgaben in Europa

Von Oliver Philipp*



Die Aufbruchstimmung nach Emmanuel Macrons Grundsatzrede zu Europa war groß und die Liste der Ideen, die Deutschland und Frankreich anpacken sollten, lang. Doch welche Themen beschäftigen das deutsch-französische Tandem derzeit wirklich?

„Die deutsch-französische Freundschaft ist ein Fundament der Europäischen Integration und zugleich untrennbar mit dieser verwoben“. So steht es in der gemeinsamen Erklärung der deutschen und französischen Abgeordneten zum neuen Elysée-Vertrag, die zum 55. Jahrestag der Vertragsunterzeichnung in beiden Parlamenten verabschiedet wurde. Das Signal, das von diesem symbolischen Akt ausgehen soll, ist deutlich: Herausforderungen gemeinsam begegnen, im reichen und fruchtbaren Dialog, und Europa zusammen einen neuen Impuls verleihen.

So formulierte es Emmanuel Macron in seinem viel beachteten Vortrag an der Pariser Sorbonne-Universität im September 2017. Die Antwort auf die Frage, wie dieser deutsch-französische Impuls aussehen soll, lieferte der französische Präsident gleich mit. Denn die Erneuerung des deutsch-französischen Freundschaftsvertrages war nur einer von mehreren Vorschlägen, die Macron in seiner Rede mit dem passenden Arbeitstitel „Initiative für Europa“ präsentierte. Mit Reformvorschlägen für die Europäische Union in Bereichen wie Migration, Sicherheit und Verteidigung sowie Wirtschaft und Finanzen erklärte Macron seine Vision vom Europa von Morgen und nahm Deutschland in die Pflicht. Doch wie verhält sich Deutschland zu seinen Visionen?

Macron preschte mit Ideen nach vorne, die viele Europapolitiker in Brüssel seit langem in ihren Schubladen bereithalten. Es fielen Begriffe wie europäische Armee, europäische Asylbehörde, EU-weite Finanztransaktionssteuer oder Euro-Finanzminister. Die meisten dieser Ideen sind nicht neu. Neu war jedoch, dass ein Staatschef, gegen alle

Meinungstrends, als Lösung für die Krise in Europa mehr Europa fordert. Und auch Deutschland befürwortet viele dieser Ideen. So ist im Koalitionsvertrag festgehalten, Schritte auf dem Weg zur „Armee der Europäer“ tun zu wollen und auch bei einer europäischen Erstaufnahmestelle für Asylbewerber kommen die Interessen beider Länder zusammen. Ähnlich harmonisch verhält es sich mit einer Steuer auf Börsengeschäfte in allen EU-Mitgliedstaaten, für die sich Berlin und Paris schon seit längerem auf europäischer Ebene einsetzen.

Ein enormes Spannungspotential haben dagegen Macrons Forderungen nach einer Vertiefung der Währungsunion. Die Eurozone soll ein eigenes Budget erhalten, über das ein Euro-Finanzminister wachen soll, sowie eine Einlagensicherung bei Banken ohne vorherige Risikominimierung. Deutschland plädiert jedoch dafür, zusätzliches Geld solle in der EU nur nach Einsparungen ausgeben werden. Und auch in Sachen Eurobonds bleibt Deutschland sich in seiner Argumentation treu. Eine gemeinsame Verschuldung und ein gemeinsames Zinsniveau wären schädlich. Mittlerweile stellt Deutschland sogar die Weiterentwicklung des Europäischen Stabilitätsmechanismus und der Bankenunion in Frage.

Das zeige, dass Deutschland ein minimalistisches Europa anstrebe, das an zwischenstaatliche disziplinarische Mechanismen gebunden ist, die von den wohlhabendsten Ländern konzipiert werden, analysiert Zaki Laïdi von der Science Po Paris die deutsche Position. Die Eurokrise ist zurück – auch das wird Europa fordern – diesmal in Italien, wo die Märkte nach der Bildung einer europa-

* Oliver Philipp arbeitet für das Referat Internationale Politikanalyse der Friedrich-Ebert-Stiftung in Berlin.

feindlichen Regierung bereits schon jetzt nervös reagieren. Die Rendite für zweijährige italienische Staatsanleihen ist fast wieder auf dem Niveau zu Krisenzeiten von 2012, die Börsenkurse fallen und der Euro verliert deutlich gegenüber anderen Währungen. Dies könnte die Diskussionen um Macrons Forderung nach Eurobonds wieder anheizen. Fraglich bleibt, ob Macron diese neuaufrückkommende Debatte nutzen kann. Merkel scheint sich dem großen Druck aus der eigenen Fraktion, durch Äußerungen wie von CSU-Landesgruppenchef Dobrindt („Ich habe überhaupt keine Veranlassung, Macrons persönliche Glücksgefühle zu meinem politischen Programm zu machen“), zu beugen. Hinzu kommt, dass die Fünf-Sterne-Bewegung und Lega Nord sich mit ihren Vorhaben auf klaren Konfrontationskurs zur „deutschen“ Austeritätspolitik begeben. Dass insbesondere für Deutschland und Frankreich unbestimmte Zeiten bevorstehen, in denen man zusammenstehen müsste, machte die Aussage von Lega-Chef Salvini deutlich, der klarstellte „Wir sind nicht die Sklaven der Deutschen oder Franzosen“.

Doch es scheint tatsächlich, als würden die großen Fragen zur Erneuerung der EU aus Macrons Sorbonne-Rede erst einmal pragmatischeren Themen weichen. Zum Beispiel wieviel Geld den EU-Mitgliedstaaten für Gemeinschaftsaufgaben zur Verfügung steht und für welche Politikbereiche es ausgeben werden soll. Die Verhandlungen zum mehrjährigen Finanzrahmen 2019 – 2024 gestalten sich schwierig und der Vorschlag der Europäischen Kommission ruft sowohl Deutschland als auch Frankreich auf den Plan. Die Etatserhöhung, insbesondere für den Schutz der europäischen Außengrenzen oder Verteidigung wäre für Deutschland gleichbedeutend mit zusätzlichen Ausgaben von 12 Milliarden Euro pro Jahr, davon alleine circa vier Milliarden Euro, um die „Brexit-Lücke“ zu schließen. In einer gemeinsamen Erklärung von Bundesaußenminister Maas und Bundesfinanzminister Scholz erklärten sie die grundsätzliche deutsche Bereitschaft, „für eine Stärkung der Europäischen Union Verantwortung zu übernehmen“, nannten als Voraussetzung hierfür jedoch eine „faire Lastenteilung aller Mitgliedstaaten“. Dabei ist es wichtig, zeitnah eine Einigung zu erzielen. Eine mögliche Verschiebung

der Machtverhältnisse im Europäischen Parlament durch die Europawahlen alarmiert Paris und Berlin gleichermaßen. Die politischen Trends in den Mitgliedstaaten, jüngstes Beispiel Italien, deuten darauf hin, dass rechtspopulistische und EU-kritische Bewegungen ihre Präsenz im Europaparlament weiter ausbauen werden, wohingegen sogenannte Traditionsparteien der EVP- und S&D-Fraktion mit weiteren Verlusten rechnen müssen. Möglich wäre auch die Neugründung einer Fraktion der Befürworter einer nationalstaatlichen Union und Gegner weiterer europäischer Vertiefungen mit unter anderem der österreichischen FPÖ, der polnischen PiS und der ungarischen Fidesz-Partei. Ein solcher Gegenspieler könnte die Umsetzung deutsch-französischer Vorhaben in der EU erschweren.

Allerdings dürften in diesem Zusammenhang Deutschland und Frankreich derzeit andere Fragen mehr beschäftigen: Wer wird neuer EU-Kommissionspräsident und wie wird dieser bestimmt? Der derzeitige Präsident, Jean-Claude Juncker von der EVP-Fraktion, ist nicht unumstritten, da er einigen, unter anderem Deutschland, als zu politisch gilt. Würde das Wahlverfahren von 2014 wiederholt werden, das vorsieht, dass die stärkste Fraktion den Präsidenten stellt, hätte die fraktionslose Bewegung En Marche keinen Einfluss auf den Präsidentschaftskandidaten. Auf der anderen Seite könnte die EVP-Fraktion den Kommissionspräsidenten auf Jahre stellen oder es besteht auch die Gefahr eines EU-kritischen Präsidenten.

Auch diese Entscheidung dürfte zu einer Machtprobe werden. Dabei ist die Liste der drängenden globalen Herausforderungen, die eine gemeinsame deutsch-französische Dynamik dringend brauchen, lang: die Veränderungen durch den technologischen Fortschritt, der Klimawandel, die Beziehungen zu den USA, Russland, China oder Türkei. Die EU braucht Deutschland und Frankreich, um Europa zukunftsfähig zu gestalten, die Eurozone zu stabilisieren und eine Spaltung von Innen durch EU-kritische Bewegungen zu verhindern. Die Gefahr, die großen Visionen aus den Augen zu verlieren und sich im Vorfeld der Europawahl dem Kleinklein hinzugeben, ist groß.

Macron macht die Show – Merkel die Arbeit?

Wie die deutsche und französische Presse die Beziehungen zu den USA kommentiert

»» **Wie geschlossen zeigen sich Deutschland und Frankreich beim Partner USA? Die innerhalb einer Woche aufeinander folgenden Besuche des französischen Präsidenten Emmanuel Macron und der deutschen Bundeskanzlerin Angela Merkel beim launischen US-Präsidenten wurden von der Presse in beiden Ländern genau beobachtet. Es ging um die Themen Atompolitik, Außenhandel, Verteidigung. Die Presseschau der Journalistin Konstanze Fischer fasst die Kommentare deutscher und französischer Medien zusammen – deshalb ist sie zweisprachig.**

« Ils se tiennent la main. Ils s'embrassent. Trump serre Macron par l'épaule. Macron murmure à l'oreille du président américain. À défaut d'une proximité de vues, jamais un président français et l'hôte de la Maison Blanche n'avaient affiché une telle familiarité », écrit *Le Figaro*.

„Sie halten sich die Hand. Sie küssen sich. Trump umarmt Macron. Macron flüstert dem amerikanischen Präsidenten ins Ohr. Noch nie zuvor haben ein französischer Präsident und der Gastgeber des Weißen Hauses trotz Meinungsunterschieden eine derartige Vertraulichkeit zur Schau gestellt“, schreibt *Le Figaro*.

Une familiarité qui « a été commentée bien davantage que tous les sujets brûlants, Iran, Syrie ou commerce international », regrette *Le Point*.

Eine Vertraulichkeit, die „viel mehr kommentiert wurde als alle brennenden Themen wie Iran, Syrien oder der internationale Handel“, bedauert *Le Point*.

Einige Tage später, gleicher Ort, völlig andere Stimmung. Auf dem für Angela Merkel vom Karikaturisten der *Frankfurter Allgemeinen Zeitung* aufgestellten kleinen Tisch steht eine Speisekarte: „Aufgewärmte Reste vom Galadinner mit dem großartigen Emmanuel Macron“. Die Zeichnung hebt den radikalen Kulissenwechsel hervor, der in weniger als einer Woche – zwischen dem Besuch des französischen Präsidentenpaares und dem der deutschen Kanzlerin – stattgefunden hat.

Quelques jours plus tard, même lieu, toute autre ambiance. Sur la petite table dressée par le caricaturiste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* pour Angela Merkel, un menu : « Restes réchauffés du dîner de gala avec le merveilleux Emmanuel Macron ». Le dessin pointe du doigt le changement de décor radical qui s'est opéré, en moins d'une semaine, entre la visite du couple présidentiel français et celle de la chancelière allemande.

Un changement de décor relevé par de nombreux journaux. Certains voient en Macron le nouveau chouchou de Donald Trump. Le magazine *Cicero* s'en offusque et rappelle que visite d'État et visite de travail sont deux types de rencontre officielle bien différentes. « Macron fait le show. Merkel le boulot. (...) Cette répartition des tâches montre que la coopération franco-allemande fonctionne de nouveau. »

Viele Zeitungen stellen diesen Kulissenwechsel fest. Einige sehen in Macron Donald Trumps neues „Herzchen“. Die deutsche Zeitschrift *Cicero* nimmt Anstoß daran und weist darauf hin, dass Staats- und Arbeitsbesuche zwei sehr unterschiedliche Arten von offiziellen Treffen seien: „Macron macht die

Show, Merkel die Arbeit. (...) Die Aufgabenteilung zeigt: Die deutsch-französische Zusammenarbeit funktioniert wieder.“

Au-delà des différences protocolaires, que dire cependant des résultats concrets de ces deux visites ? Avant même l'arrivée d'Angela Merkel à Washington, le quotidien *Libération* se montrait sceptique : « Si la visite du président français à Washington fut teintée d'accolades aussi enthousiastes que peu efficaces au plan diplomatique, gageons que celle d'Angela Merkel aura sensiblement les mêmes effets sur le président Trump – la chaleur humaine en moins. »



Doch was kann man – jenseits der protokollarischen Unterschiede – über die konkreten Ergebnisse dieser beiden Besuche sagen? Noch vor Angela Merkels Ankunft gab sich die Zeitung *Libération* skeptisch: „Wenn der Besuch des französischen Präsidenten in Washington von sowohl begeisterten wie auch – auf diplomatischer Ebene – wenig wirksamen Umarmungen gekennzeichnet war, so kann man wetten, dass der von Angela Merkel etwas die gleiche Wirkung auf Trump haben wird – minus die menschliche Wärme.“

Wenn man die Rede des französischen Präsidenten vor dem amerikanischen Kongress betrachtet, ist Emmanuel Macron allerdings ein Coup gelungen, findet die deutsche Wochenzeitung *Die Zeit*. Er bediene „die Schwäche Trumps für Schmeicheleien. Die Zuneigung nutzte er dann, um systematisch die Politik des US-Präsidenten auseinanderzunehmen.“

Si l'on considère le discours du président français devant le Congrès américain, Emmanuel Macron a quand même réussi un coup de maître, pense pour sa part *Die Zeit*. Il s'est servi « du goût de Trump pour la flatterie pour se rapprocher de lui et finalement démolir systématiquement la politique du président américain. »

Pourtant, en dépit de ce grand moment, ce voyage laisse « comme une sensation d'inachevé » écrit le quotidien *Les Echos*. « Il ne faudrait pas qu'Emmanuel Macron reste dans l'Histoire comme un 'Obama français' : un homme qui, comme le président américain, risque de demeurer plus pour la grandeur de ses discours que pour l'efficacité de ses politiques. »

Ungeachtet dieses großen Augenblickes hinterlasse die Reise dennoch „ein unvollendetes Gefühl“, schreibt die Zeitung *Les Echos*. „Es ist nicht wünschenswert, dass Emmanuel Macron als ‚französischer Obama‘ in die Geschichte eingeht: als ein Mann, der – wie der amerikanische Präsident – eher für die Größe seiner Reden als für sein politisches Wirken in Erinnerung bleibt.“

Pour *Le Monde*, cette visite d'Etat « offrait la possibilité au président français de s'affirmer un peu plus sur la scène mondiale comme le principal défenseur, au nom de l'Europe, d'un ordre international menacé, et il l'a saisie. » Le journal se montre plus sévère avec Angela Merkel : que ce soit la menace de Trump de sortir de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran ou celle d'appliquer des sanctions douanières sur l'acier et l'aluminium, « les échanges entre la chancelière allemande et le président américain n'ont guère été fructueux. »

Dieser Staatsbesuch, schreibt *Le Monde*, „gab dem französischen Präsidenten die Möglichkeit, sich auf internationaler Bühne einmal mehr im Namen Europas als Hauptverteidiger einer bedrohten Weltordnung zu profilieren – und er hat zugegriffen“. Mit Angela Merkel zeigt sich die französische Zeitung strenger – sei es Trumps Ankündigung, das Atomabkommen mit Iran zu kündigen oder seine Drohung, Strafzölle auf Stahl und Aluminium zu verhängen: „Der Austausch zwischen der deutschen Kanzlerin und dem amerikanischen Präsidenten hat kaum etwas gebracht.“

Die Tageszeitung glaubt sogar, die Bundesregierung handle falsch. „Das liegt nicht nur daran, dass Trump in der Außen- und Handelspolitik ein hoffnungsloser Fall ist. Das Problem liegt auch auf Seiten der EU – denn die Europäer treten nicht geschlossen auf. Macron und Merkel beteuern, sie hätten sich abgesprochen. Sie haben aber unterschiedliche Interessen.“

Die Tageszeitung estime même que le gouvernement allemand s'y prend mal. « Cela ne tient pas seulement au fait que Trump est un cas désespéré en matière de politique extérieure et commerciale. Le problème se trouve aussi du côté de l'UE. Les Européens ne parlent pas d'une seule voix. Macron et Merkel ont beau affirmer qu'ils se sont concertés. En réalité, ils ont des intérêts différents. »

Die *Süddeutsche Zeitung* fasst zusammen: Den USA fehle ein Ansprechpartner, der für ganz Europa verbindliche Zusagen geben kann – unter anderem zur heiklen Frage der Nato-Finanzierung. „In manchen Punkten ist es schwer, Trump zu widersprechen“, schreibt die Zeitung. Denn Deutschland gehöre halt nun mal zu den Ländern, die trotz Vereinbarung nicht zwei Prozent ihrer Wirtschaftskraft in Verteidigung investieren. „Das ist in der Tat ein Problem.“

La *Süddeutsche Zeitung* résume : il manque aux Etats-Unis un interlocuteur qui puisse, au nom de toute l'Europe, prendre des engagements concrets, notamment sur la délicate question du financement de l'Otan. « Sur certains points, il est difficile de contredire Trump », note le journal. L'Allemagne fait effectivement partie des pays qui n'investissent pas 2% de leur croissance dans la défense comme convenu. « C'est effectivement un problème. »

Am Ende, so *Der Tagesspiegel*, sei nicht klar, „ob Macrons Umarmung oder Merkels nüchterner Realismus die bessere Strategie für den Umgang mit Trump ist. Sie hat gezeigt, dass man Trump besser nicht unterschätzt und davon ausgehen sollte, dass er seine Wahlkampfversprechen umsetzt“. Wer ändern wolle, dass nur Amerika bei Fragen wie dem Iran-Deal oder den Strafzöllen entscheide, der müsse „erst einmal dafür sorgen, dass Europa sein ökonomisches Potenzial in reale Macht umwandelt. Die Beschwerde, dass Amerika so viel Einfluss hat und die EU zu wenig, reicht nicht aus.“

Au final, conclut *Der Tagesspiegel*, « on ne saura pas qui de Macron avec ses embrassades ou de Merkel avec son réalisme sobre détient la meilleure stratégie pour approcher Trump ». En revanche, ce qui est sûr c'est « qu'il vaut mieux ne pas sous-estimer Trump et qu'il faut partir du principe qu'il met ses promesses de campagne à exécution ». Quiconque veut éviter que les Etats-Unis ne fassent cavalier seul sur des questions comme l'accord avec l'Iran ou les mesures de rétorsion en matière de douane « doit commencer par faire en sorte que l'Europe transforme son potentiel économique en un véritable pouvoir. Se contenter de se lamenter parce que l'Amérique a trop d'influence et l'UE trop peu ne suffit pas. »

Eine gemeinsame geostrategische Vision entwickeln

Ein Interview mit Prof. Dr. Frank Baasner, Direktor des Deutsch-Französischen Instituts

» In allen wichtigen Fragen der Außenpolitik soll der Austausch zwischen Deutschland und Frankreich vertieft werden. Das forderten die Abgeordneten der Assemblée Nationale und des Bundestags in ihrer Resolution zum 55. Jahrestag der Unterzeichnung des Élysée-Vertrags, des „Vertrags über die deutsch-französische Zusammenarbeit“. Was sind mehr als ein halbes Jahrhundert nach dessen Unterzeichnung heute die Themen in Europa, mit denen sich Deutschland und Frankreich auseinandersetzen sollten? Wie können beide Länder enger zusammenarbeiten? Diese Fragen stellte Audrey Parmentier Prof. Dr. Frank Baasner, dem Direktor des Deutsch-Französischen Instituts in Ludwigsburg.

Der europäische und internationale Rahmen ist heute ganz anders als vor 55 Jahren. Fangen wir mit Europa an. Die beiden Länder wollen Europa reformieren. Jedoch gibt es auf deutscher Seite Bedenken bei den EU-Reformvorschlägen des Präsidenten Macron. Wie sehen diese Bedenken aus?

Die Bedenken gehen aus meiner Wahrnehmung in zwei Richtungen. Da ist zum einen die alte, fast reflexhafte Angst, die europäischen Partner wollten im Endeffekt immer nur das deutsche Geld. Immer wieder wird behauptet, Macron wolle die Schulden vergemeinschaften, obwohl er das ausdrücklich ausgeschlossen hat. Er will gemeinsame Zukunftsinvestitionen, das ist etwas völlig anderes. Und zum anderen vertritt ein großer Teil der deutschen Politiker die Auffassung, man müsse unbedingt eine Spaltung der EU verhindern. Macron setzt hingegen auf ein Europa der zwei Geschwindigkeiten – eine Idee, die nicht neu ist und auch von prominenten deutschen Politikern schon vor Jahren vertreten wurde. Natürlich ist richtig, dass es im Moment viele zentrifugale Kräfte gibt. Denken wir an die Nord-Süd-Spaltung in Haushaltsfragen und an die Ost-West-Spaltung in der Migrationsfrage. Von daher ist es schon legitim, sich um den Zusammenhalt Sorgen zu machen.

Welche Kompromisse sind denkbar, sowohl auf französischer als auch auf deutscher Seite, die erlauben würden, diese Bedenken zu überwinden?

Wie immer wird man nach Kompromissen suchen müssen. Das Problem heute ist meines Erachtens, dass die Probleme wirtschaftlich und politisch zahlreich sind und der Druck auf die EU, selbständig als politischer Akteur in der polyzentrischen Welt aufzutreten, so immens groß ist, dass wir mit kleinen Kompromissen nicht viel weiterkommen. Das sieht auch Macron so. In Deutschland ist man lange Zeit immer nach dem Motto verfahren: Wir sind zwar wirtschaftlich stark, aber aufgrund unserer Geschichte halten wir uns politisch in der internationalen Problematik zurück. Das beginnt sich zu ändern, aber sehr langsam.

In ihrer gemeinsamen Resolution fordern die deutschen und französischen Parlamentarier außerdem „dass ein vertiefter und ständiger Austausch zu allen wichtigen Fragen der Sicherheit, des Aufbaus ei-

nes Europas der Verteidigung (...) stattfinden muss“. Beide Länder wollen mit mehreren milliarden-schweren Rüstungsprojekten enger zusammenrücken. Warum wollen Deutschland und Frankreich in diesem Bereich enger kooperieren, obwohl ihre Interessen sehr unterschiedlich sind?

Die Verteidigung ist ein Schlüsselthema. Bisher war die Aufgabenteilung relativ klar. Die ständigen Mitglieder im Sicherheitsrat, die auch Atommächte sind, machen die „große“ Politik und treffen schwierige Entscheidungen, Deutschland hingegen hält sich zurück und steht höchstens logistisch oder als Ausbildungsträger zur Seite. Das geht heute nicht mehr so einfach, weil die USA die vertraglich vereinbarten Anstrengungen im Verteidigungsetat einfordern, und die EU viel stärker sich selbst überlassen als bisher. Die problematische Nachbarschaft mit Russland, die Bekämpfung des islamistischen Terrors und das Verhältnis zum afrikanischen Nachbarkontinent sind große Herausforderungen, die auch militärische Kapazitäten erfordern. Von daher ist es gut, wenn man bei der Entwicklung von militärischen technischen Fähigkeiten zusammenarbeitet, die europäische Säule der NATO stärkt. Deutschland und Frankreich haben z. B. im Mali-Einsatz gezeigt, dass man sich sehr wohl gegenseitig stützen und gemeinsam erfolgreich sein kann, auch wenn die Traditionen unterschiedliche sind. Deshalb scheinen mir die gemeinsamen Entwicklungs- und Forschungsprojekte, aber auch gemeinsame Beschaffung von Waffen, absolut sinnvoll und fast zwingend angesichts der Lage.

Zum Thema Türkei: Sowohl Angela Merkel wie auch Emmanuel Macron haben eine offen kritische Haltung was Erdogans Politik angeht. Dennoch gibt es Unterschiede: Die deutsche Bundesregierung kritisiert die Verstöße gegen Menschenrechte, Meinungsfreiheit, Pressefreiheit und Unabhängigkeit der Justiz in der Türkei sehr viel härter. Sie verschärfte die Reisebestimmungen für die Türkei, ließ die Hermes-Bürgschaften für die Türkei überprüfen – in der EU wurden Wirtschaftssanktionen diskutiert. Es gibt hier durchaus Unterschiede, was die Positionen angeht – wie lassen sich diese erklären?

Die Unterschiede erklären sich, wie meistens, auch historisch. Vor allem aber hat Deutschland eine sehr große türkische oder türkisch-stämmige Bevölkerung im Land, das ist in Frankreich nicht der Fall. Dort kamen die Zuwanderer eher aus Algerien, ehemaligen französischen Territorien oder ehemaligen Kolonialgebieten, das ist eine andere Geschichte. Deshalb ist das Verhältnis zur Türkei aus deutscher Sicht auch immer ein Stück Innenpolitik. Eine gemeinsame Politik gegenüber der Türkei muss europäisch sein, und das ist ja heute auch schon der Fall, auch wenn in Deutschland die Aufmerksamkeit dafür deutlich größer ist.

Der Resolutionsentwurf fordert die Regierungen auf, „die positiven Maßnahmen des jeweiligen Partners im Bereich der Integration von Flüchtlingen (...) als Beispiel zu nehmen und die gemeinsamen Bemühungen zur Bekämpfung von Fluchtursachen sowie zur Koordinierung der Maßnahmen in der Migrationspolitik zu intensivieren“. Auch in dieser Frage bringen Deutschland und Frankreich sehr unterschiedliche Erfahrungen mit – wie könnten konkrete und gemeinsame Herangehensweisen aussehen?

Der Versuch, im Bereich der Integration trotz aller Unterschiede voneinander zu lernen, ist bereits seit mehr als zehn Jahren in Gang. Und er hat punktuell durchaus Früchte getragen. Nach den Unruhen in einigen Banlieues hat man 2006 begonnen, die Integrationskonzepte und -erfahrungen in unseren beiden Ländern in einen Dialog zu bringen. Wir im Deutsch-Französischen Institut haben dazu, mit Unterstützung der Robert Bosch Stiftung, eine ganze Reihe von Kolloquien organisiert und festgestellt, dass dieser Austausch wirklich sinnvoll ist, denn trotz aller historischen Unterschiede und verschiedener Politiken sind die Aufgaben, die sich konkret vor Ort stellen, letztlich sehr ähnlich. Diesen Weg sollte man weitergehen und auf die Frage der Fluchtursachenbekämpfung und besseren Abstimmung der Flüchtlingspolitik ausweiten. Notwendig wären heute Maßnahmen von der Zusammenarbeit bei



*Prof. Dr. Frank Baasner,
Direktor des Deutsch-
Französischen Instituts*

© dfi

der Gefahrenabwehr über Aufklärungsarbeit bis zu vielfältigen Integrationsaufgaben im Bildungssystem, im Arbeitsmarkt, in der Aus- und Weiterbildung. Hier hätte der neue deutsch-französische Integrationsrat, von dem man leider wenig hört, wirklich eine Aufgabe.

Beide Länder sind im Moment mit einem zunehmenden Antisemitismus konfrontiert. Wie können sie ihn gemeinsam bekämpfen?

Antisemitismus ist leider kein neues Phänomen. Aber natürlich müssen die Europäer, und allen voran Deutschland, sehr sensibel und klar reagieren, wenn es zu antisemitischen Handlungen oder auch nur Drohungen kommt. Der öffentlichen Debatte kommt dabei eine große Bedeutung zu. Und zwar nicht nur in dem Sinne, dass man empört reagiert und sich auf die Seite der „Guten“ stellt, sondern die öffentliche Debatte muss versuchen, wieder zur Dialogfähigkeit zurück zu finden. Das kann durch TV-Debatten geschehen, aber auch durch gezielte Arbeit in Schulen und allen Bildungseinrichtungen. Bei diesen Strategien könnte man sich zwischen Deutschen und Franzosen austauschen und koordinieren.

Welche anderen komplexen außenpolitischen Fragen verlangen aus Ihrer Sicht danach, dass sich Deutschland und Frankreich damit beschäftigen?

Es wäre schön, wenn in der gemeinsamen auswärtigen Kulturpolitik und auch in der Entwicklungszusammenarbeit mehr gemeinsam gemacht würde. Ansätze gibt es schon, aber hier kann man viel weitergehen. Wenn wir immer von europäischen Werten reden und behaupten, diese zu teilen, dann sollte auswärtige Kulturpolitik europäisch werden – und gerne am Anfang deutsch-französisch.

Das Iran-Abkommen wie die Frage der Ost-Ukraine sind eher geostrategische Fragen, die man mit Kulturpolitik zumindest kurzfristig nicht beeinflussen kann – langfristig schon eher. In diesen ganz großen Fragen der globalen Politik sollte man versuchen, eine gemeinsame geostrategische Vision zu entwickeln – mir ist bewusst, wie utopisch das klingen muss, aber trotzdem wäre genau das heute erforderlich. Mit dem gemüthlichen „weiter so“ unter dem Schutzschirm der NATO und einer dem Weltmarkt verschriebenen Welt ist es vermutlich so langsam vorbei. Deutschland wird damit vielleicht mehr Schwierigkeiten haben als Frankreich, wo geostrategisches Denken nie verpönt war. Sicher bleibt eines: die EU-Mitgliedstaaten jeder für sich alleine können wenig bewirken, auch das wirtschaftlich mächtige Deutschland nicht.

Développer une dimension geostratégique commune

Interview avec Frank Baasner, Directeur de l'Institut franco-allemand

» Les échanges entre l'Allemagne et la France sur toutes les questions importantes relatives à la politique étrangère doivent être approfondis. C'est ce que les membres de l'Assemblée Nationale et du Bundestag (la chambre basse du Parlement allemand) ont demandé dans une résolution commune adoptée lors du 55^{ème} anniversaire du traité de l'Élysée, « le traité d'amitié franco-allemand ». Quels sont les enjeux auxquels sont confrontées l'Allemagne et la France en Europe aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après sa signature ? Comment les deux pays peuvent-ils travailler ensemble de manière plus étroite ? Audrey Parmentier a posé ces questions à Frank Baasner, directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg.

Le cadre européen et international est aujourd'hui très différent de ce qu'il était il y a 55 ans. Commençons par l'Europe. Les deux pays veulent réformer l'Europe. Toutefois, les propositions de réforme de l'UE du président Emmanuel Macron suscitent des inquiétudes du côté allemand. Quelles sont ces préoccupations ?

Selon moi, ces préoccupations s'expliquent de deux manières. D'une part, il y a la crainte de toujours, qui est quasiment devenue un réflexe, que les partenaires européens ne veulent au final que l'argent allemand. On entend sans arrêt dire que Macron veut communautariser les dettes, alors qu'il a clairement exclu de le faire. Il veut des investissements communs pour l'avenir, c'est complètement différent. D'autre part, un grand nombre de politiciens allemands sont d'avis qu'il est essentiel d'empêcher une division de l'UE. Or Emmanuel Macron mise sur une Europe à deux vitesses – une idée qui n'est pas nouvelle et qui a été défendue par d'éminents hommes politiques allemands il y a des années. Il est vrai qu'il y a beaucoup de forces centrifuges en ce moment. Prenons le fossé Nord-Sud sur les questions budgétaires et le fossé Est-Ouest sur la migration. Il est donc légitime de s'inquiéter pour la cohésion.

Quels sont les compromis imaginables, tant du côté français que du côté allemand, qui permettraient de surmonter ces préoccupations ?

Comme toujours, nous allons devoir chercher des compromis. Je pense que ce qui complique les choses aujourd'hui, c'est qu'il y a de nombreux problèmes économiques et politiques, et que la pression exercée sur l'UE pour qu'elle agisse en tant qu'acteur politique indépendant dans ce monde polycen-

trique est si énorme que nous ne pouvons pas faire beaucoup de progrès avec de petits compromis. Emmanuel Macron voit aussi les choses de cette manière. Depuis longtemps, la devise de l'Allemagne a toujours été : nous sommes économiquement forts, mais en raison de notre histoire, nous nous tenons politiquement à l'écart des problèmes internationaux. Cette attitude commence à changer, mais très lentement.

Dans leur résolution commune, les parlementaires allemands et français appellent également à « des échanges approfondis et permanents sur toutes les questions importantes relatives à la sécurité, au développement de l'Europe de la défense ». Les deux pays veulent se rapprocher notamment via des projets d'armement de plusieurs milliards d'euros. Pourquoi l'Allemagne et la France veulent-elles coopérer plus étroitement dans ce domaine, alors que leurs intérêts sont très différents ?

La défense est une question clé. Jusqu'à présent, la répartition des tâches était relativement claire. Les membres permanents du Conseil de sécurité, qui sont aussi des puissances nucléaires, faisaient la « grande » politique et prenaient les décisions difficiles, tandis que l'Allemagne, elle, se tenait à l'écart, et offrait tout au plus un soutien logistique ou des formations. Ce n'est plus aussi simple aujourd'hui, parce que les Etats-Unis demandent à ce que les pays fournissent les efforts convenus dans le contrat du budget de la défense, et que l'Union Européenne est de fait beaucoup plus livrée à elle-même. Le voisinage problématique avec la Russie, la lutte contre le terrorisme islamiste et les relations avec le continent africain voisin sont des défis majeurs qui nécessitent également des capacités militaires. C'est donc une bonne chose que de travailler ensemble au développement des capacités techniques militaires pour renforcer le pilier européen de l'OTAN. L'Allemagne et la France ont par exemple montré avec leur mission commune au Mali qu'il est possible de se soutenir mutuellement et de réussir ensemble, même si les traditions sont différentes. C'est pourquoi des projets communs de développement et de recherche, mais aussi des achats communs d'armement me semblent parfaitement utiles, voire même presque obligatoires au vu de la situation.

Concernant la Turquie, Angela Merkel et Emmanuel Macron critiquent ouvertement la politique d'Erdoğan. Néanmoins, il y a des différences : le gouvernement allemand critique beaucoup plus sévèrement les violations des droits de l'homme, de la liberté d'opinion, de la liberté de la presse et de l'indépendance de la justice en Turquie. Berlin a renforcé les conseils de prudence aux voyageurs qui se rendent en Turquie. Le gouvernement a également fait réviser la garantie Hermès des échanges commerciaux. Et au sein de l'UE, des sanctions économiques ont été discutées. Il y a des différences dans les positions des deux pays. Comment peut-on les expliquer ?

Comme dans la plupart des cas, les différences peuvent s'expliquer historiquement. Mais ce qu'il faut noter avant tout, c'est qu'il y a une population turque ou d'origine turque très importante en Allemagne, ce qui n'est pas le cas en France. Là, les immigrants venaient plutôt d'Algérie, d'anciens territoires français ou d'anciennes colonies, c'est une autre histoire. Du point de vue allemand, les relations avec la Turquie constituent donc toujours un élément de politique intérieure. Une politique commune à l'égard de la Turquie doit être européenne, ce qui est déjà le cas aujourd'hui, même si en Allemagne, l'attention vis-à-vis de ce pays est beaucoup plus grande.

Le projet de résolution invite les gouvernements à « s'inspirer des bonnes pratiques du pays partenaire en matière d'intégration des réfugiés (...) et à approfondir les efforts communs en matière de lutte contre les causes des migrations ». Ici aussi, l'Allemagne et la France ont des expériences très différentes – quelles pourraient être les approches concrètes communes ?

La tentative d'apprendre de l'autre pays dans le domaine de l'intégration est en cours depuis plus de dix ans, et ce malgré toutes les différences qui existent. Elle a d'ailleurs déjà porté ses fruits de manière ponctuelle. En 2006, après les émeutes dans certaines banlieues françaises, on a commencé à avoir un échange sur les concepts et les expériences d'intégration dans nos deux pays. Avec le soutien de la fondation Robert Bosch, nous avons organisé à l'Institut franco-allemand toute une série de colloques et constaté que cet échange a vraiment du sens, car malgré toutes les différences historiques et des politiques différentes, les défis qui se posent sur le terrain sont finalement très similaires. Cette voie devrait être poursuivie et étendue à la question de la lutte contre les causes des migrations et d'une meilleure coordination de la politique migratoire. Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont des mesures qui vont de la coopération en matière de prévention des risques jusqu'à des mesures d'intégration variées dans le système éducatif, sur le marché du travail et dans la formation et la formation continue, en passant par un travail de sensibilisation. Le nouveau Conseil franco-allemand d'intégration, dont on entend malheureusement peu parler, a vraiment un rôle à jouer dans ce domaine.

Les deux pays sont actuellement confrontés à un antisémitisme croissant. Comment peuvent-ils lutter ensemble contre ce phénomène ?

L'antisémitisme n'est malheureusement pas un phénomène nouveau. Mais bien sûr, les Européens, et l'Allemagne en particulier, doivent réagir de manière très sensible et très claire lorsque des actes antisémites sont commis, ou même lorsque des menaces sont proférées. Le débat public est d'une grande importance. Et pas seulement dans le sens où l'on réagit avec indignation et où l'on prend le parti du « bien ». Le débat public doit permettre de retrouver la capacité à dialoguer. Cela peut se faire par le biais de débats télévisés, mais aussi par un travail ciblé dans les écoles et dans tous les établissements d'enseignement. On pourrait échanger des idées et se coordonner entre Allemands et Français sur ces différentes stratégies.

Selon vous, quelles sont les autres questions de politique étrangère complexes auxquelles l'Allemagne et la France doivent s'attaquer ?

Ce serait bien si l'on pouvait faire davantage de choses ensemble dans le cadre de la politique culturelle étrangère commune et de la politique de développement. Il existe déjà des tentatives, mais on pourrait aller bien plus loin. Si nous parlons toujours des valeurs européennes et prétendons vouloir les partager, alors la politique culturelle étrangère devrait devenir européenne – et franco-allemande dans un premier temps.

L'accord avec l'Iran et la question de l'Ukraine orientale sont des questions d'ordre géostratégique qui ne peuvent pas être influencées par la politique culturelle, du moins à court terme – à long terme en revanche davantage. Face à ces grandes questions de politique mondiale, nous devrions essayer de développer une vision géostratégique commune – je suis conscient que cela peut paraître utopique, mais c'est exactement ce dont nous avons besoin aujourd'hui. La période du « on continue comme ça » sous la protection de l'OTAN, avec un monde dédié au commerce mondial, se termine lentement. L'Allemagne aura peut-être plus de difficultés avec cela que la France, où la pensée géostratégique n'a jamais été proscrite. Une chose est sûre : les États membres de l'UE ne peuvent pas faire grand-chose tout seuls, y compris la puissance économique qu'est l'Allemagne.

„Die Instrumente, die im Elysée-Vertrag vor 55 Jahren geschaffen wurden, sind auch heute ganz zentral“

» Der Politikwissenschaftler Andreas Marchetti fordert deshalb diese Instrumente für kommende Aufgaben auszustatten und weiter auszugestalten. Im Interview mit Ute Schaeffer spricht der Experte für Europapolitik und Geschäftsführer der *politglott GmbH* auch über die unterschiedlichen Erwartungen in Deutschland und Frankreich, was die Reform Europas angeht.

Sie sprechen von „Reformen im Galopp“, die der französische Präsident angeht. Was hat Macron bisher innenpolitisch geleistet?

Die ersten Resultate sind da – hier nur eine Zwischenbilanz: Wir haben eine relativ starke Arbeitsmarktreform, bei der es um die Vereinfachung unternehmerischer Tätigkeit geht, gleichzeitig aber eben auch um eine Verbesserung bzw. Reduzierung von prekären Beschäftigungsverhältnissen. Diese Maßnahmenpakete haben dazu geführt, dass das bisher sehr moderate französische Wachstum ein bisschen angestiegen ist. Die Arbeitslosenquote ist ein bisschen runtergegangen. Mal sehen, wie weit Macron mit den künftigen Reformen kommt: Jetzt muss er die Reform der großen französischen Staatsbahn SNCF angehen, die ja gemeinhin als unreformierbar gilt. Die Rentenreform, die er angekündigt hat, wird erst einmal gar nicht weiter verfolgt. Das heißt, es gibt diese „heiligen Kühe“, die Macron nicht so ohne weiteres antasten kann. Entscheidend wird sein, dass er sich für seine Politik irgendwann auch ein ordentliches Mandat holt, denn ein Großteil der Reformen erfolgt bisher über den Weg präsidialer Dekrete. Das geschah, weil er sich im Sommer 2017 nicht sicher sein konnte, dass seine parlamentarische Mehrheit mit diesen, größtenteils unerfahrenen Politikern tatsächlich auch hält, wenn der Druck auf der Straße groß wird. Aber irgendwann muss er dafür ein ordentliches Mandat holen. Das heißt: er muss sich demokratisch stärker absichern. Die nächste Wahl, die ansteht, ist die Europawahl im Frühjahr 2019. Deswegen muss Macron ja liefern. Er hat nicht so wahnsinnig viel Zeit. Die Bundesregierung hat da viel mehr Zeit.

Und mit Blick auf Europa und die deutsch-französische Zusammenarbeit: Welche Reformfelder sind Macron besonders wichtig?

Die Felder, die zu seinem großen Leitthema gehören: ein Europa, das schützt. „L'Europe qui protège.“ Mit dieser Idee ist aus französischer Perspektive der Aspekt der Sicherheit sehr stark verknüpft, weshalb außenpolitische Themen, sicherheitspolitische Themen, verteidigungspolitische Themen sehr

wichtig sind. Dazu gehört aber auch letztlich die Sicherung oder weitere Gewährleistung von Wohlstand. Das ganze ist eng verknüpft mit einem weiteren Strang in der Argumentation: der Idee eines Europas in Freiheit. Das heißt eben auch eines souveränen Europas. Macron nutzt diesen Souveränitätsbegriff oft. Er vertritt da eine klare Position: Wir als europäische Staaten müssen zusammen arbeiten um in dieser Welt, wo viele große und mächtige Akteure unterwegs sind, unabhängig bleiben zu können und unsere eigenen Lösungen zu finden.

Das klingt doch sehr überzeugend. Warum ist Deutschland nach verspäteter Regierungsbildung so zögerlich, sich auf diese Reformideen einzulassen?

Das lag einerseits an der späten Regierungsbildung. Andererseits liegt es an einer anderen Taktung des Europa-Dossiers in Paris und in Berlin. Das heißt, wir haben da auch eine gewisse Taktverschiebung. Macron prescht vor mit seinen Reformvorschlägen und Initiativen, überschlägt sich fast. Und Deutschland fährt stärker auf Sicht. Mir kommt da in diesem Vergleich immer der Vater des Konservatismus, Edmund Burke, in den Sinn, dessen zentrale Aussage ja war: „Erhalten und Verbessern.“ Das ist letztlich das Zeichen von Konservatismus: nicht einfach nur starr Dinge behalten, sondern das Ganze natürlich auch immer fortentwickeln. Und in der Konstellation, wie wir sie momentan haben, erscheint mir Macron deutlich auf der Verbesserungsseite und die deutsche Regierung viel stärker auf der Erhaltenseite.

Was die Realpolitik angeht: Ist es nicht so, dass Macron das Europathema sehr viel stärker innenpolitisch braucht und die Bundeskanzlerin es angesichts von europakritischen Stimmen aus den eigenen Reihen und denen der AfD gerade gar nicht gut gebrauchen kann?

Europa-Themen sind in der Tat nicht die zentrale Baustelle aus Sicht von Angela Merkel und der gesamten Bundesregierung. Bei Macron ist eine deutlich stärkere Wechselwirkung auch mit seinen innenpolitischen Reformen gegeben. Frankreichs Wohlstand hängt sehr stark davon ab, wie diese Europäische Union sich entwickelt. Und wenn er es nicht schafft, dieses Europa, gerade auch aus französischer Sicht, so aufzustellen, dass es diese Stärke hat, damit auch Frankreich davon profitiert, könnte das auch durchaus negative Auswirkungen auf seine Reformagenda im Innern haben.

In der deutsche Öffentlichkeit und politischen Meinungsbildung nehmen hingegen europakritische Stimmen zu. Europa bevormunde die Nationalstaaten, es sei ein europäischer Zentralstaat, nicht bürgernah, zu Lasten der Deutschen – so die Kritik nicht nur durch die größte Oppositionspartei im



© poliglott

Dr. Andreas Marchetti

Bundestag, die AfD. Ist diese weitverbreitete Skepsis der Grund, warum die Bundesregierung eher reaktiv und zögernd ist bei einer Reform Europas?

Ja, sie ist durchaus reaktiv, sie möchte sich jetzt nicht unter Druck setzen lassen. Da gibt es ja nicht nur Kritik von Seiten der Opposition, sondern auch innerhalb der Bundesregierung. Wenn man sich die Koalition anschaut, da gehen ja doch die europapolitischen Vorstellungen durchaus weit auseinander. Da gibt es auch intern keinen ganz klaren Konsens, in welche Richtung es gehen soll. Natürlich wird viel Europapolitik aus dem Kanzleramt betrieben. Aber nichts desto trotz muss Angela Merkel ihre Koalitionspartner, inklusive ihres bayerischen Koalitionspartners, berücksichtigen.

Ende Juni – so haben Macron und Merkel angekündigt – werde ein gemeinsamer Plan zur Reform der EU vorliegen. Welche Punkte müssten in dem Reformpapier denn dann auch mal im Klartext auftauchen?

Ich warne davor, zu hohe Erwartungen in ein solches Papier zu setzen. In der deutschen Diskussion gibt es relativ viele „rote Linien“, die dann auch die Reformvorschläge von Macron betreffen. Ich denke, dass man in diesen strittigen Punkten nicht direkt Einigkeit finden wird – z. B. was die Reform der Eurozone angeht, insbesondere die Frage eines Investitions-Budgets außerhalb des normalen Finanzrahmens für die Eurozone. Das wird in Deutschland als Weg in die sogenannte Transferunion gedeutet. Was entscheidender ist: Solche Initiativen haben immer auch eine hohe Symbolkraft. Das heißt, dass Deutschland und Frankreich sich zusammen finden, hier dann auch ein gemeinsames Papier verfassen, hinter dem sie stehen. Und das dann im Europäischen Rat zu präsentieren und entsprechend auch die anderen versuchen mitzunehmen, das ist bedeutsam genug. Unproblematisch – eher auf dem

Papier als dann tatsächlich in der operationellen Umsetzung –, ist der Bereich Außen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik.

Inwieweit kann das Europa der zwei Geschwindigkeiten denn den Reformstau in Europa überwinden?

Was das Europa der zwei Geschwindigkeiten angeht, bin ich mir nicht sicher, ob es nur um zwei oder tatsächlich um mehr Geschwindigkeiten geht. Wir kommen nicht umhin, die Fakten anzuerkennen, dass wir diese mehreren Geschwindigkeiten ohnehin schon haben in Europa. Es machen nicht alle beim Euro mit, es sind nicht alle im Schengenraum, es machen nicht alle bei der Verteidigungspolitik mit, es sind nicht alle bei der Grundrechtecharta mit dabei. Das heißt, wir haben diese Differenzierung schon. Wir haben uns das nur noch nicht klar eingestanden, dass es tatsächlich so ist. Dazu passt Macrons Idee der „Avantgarde-Gruppen“ – das sind Staaten, die einen politischen Willen teilen, in bestimmten Politikbereichen weiter zu kommen.

Europa hat einiges zu bearbeiten, was sind denn Ihrer Meinung nach die Themen, wo Deutschland und Frankreich mehr Kraft entfalten müssten zum jetzigen Zeitpunkt?

Letztlich ist das, was Europa zu leisten hat, das, was Macron in seine Idee des „Europe qui protège“ übersetzt hat: die Sicherung von Freiheit, Frieden und Wohlstand in Europa. Das sind die drei großen Ziele der europäischen Integration – übrigens von Anfang an. Natürlich übersetzt in die Realität der heutigen Zeit. Und das bedeutet für die Wohlstandssicherung in einer globalisierten Welt, die Stellung Europas als wichtiger Akteur, nicht nur was seine Position im Welthandel angeht, sondern auch seinen Einfluss auf die Art und Weise, wie Welthandel betrieben wird, zu bewahren. Das ist gar nicht so einfach, wie man sich das vorstellt, doch es ist entscheidend. Einige würden sagen, es ist ein Machtfaktor, andere würden sagen, es ist ein zivilisatorischer Faktor. Es geht um die Frage, unter welchen Bedingungen Produkte, die wir kaufen, tatsächlich produziert werden. Passen wir uns an die Standards anderer an oder können wir mit beeinflussen, welche Standards weltweit gelten? Eine andere große Gefahr sehe ich darin, dass von außen versucht wird, auf innenpolitische Prozesse in Europa Einfluss zu nehmen. Viele denken da an Russland, aber das ist nicht der einzige Akteur. Damit wird auf die freiheitliche Organisation unserer Demokratien und unserer Gesellschaft von außen Einfluss genommen.

Oder Sicherheit. So eine lange Friedensperiode – mehr als 70 Jahre – hatten wir noch nie. Das betrifft aber nur die Altmitglieder. Es gibt ganz viele, die auch frisch dabei sind, die noch vor gar nicht so langer Zeit Kriegserfahrungen gemacht haben. Und wenn wir an den Rändern Europas schauen, dann ist das alles andere als friedlich. Mit unmittelbaren Auswirkungen auf die Europäische Union, Stichwort Flucht und Migration. Das sind alles Dinge, die Europa bearbeiten muss.

Braucht es denn eigentlich einen novellierten Elysee-Vertrag?

Ich glaube, das ist so ein bisschen Schaufensterpolitik. Das kann man machen, aber ich sehe nicht die massive Notwendigkeit. Die Instrumente, die im Elysee-Vertrag geschaffen wurden, sind auch heute ganz zentral, beispielsweise das Deutsch-Französische Jugendwerk. Teilweise sind sie aber erst sehr spät operationalisiert worden – ich denke da an den engen Austausch in sicherheits- und verteidigungspolitischen Fragen, der erst in den achtziger Jahren eigentlich wirklich aktiviert wurde, obwohl er schon 1963 angelegt war. Solche Strukturen sollte man weiter stärken, die Mobilität zwischen den Ländern weiter ausbauen. Das ist aber weniger eine Frage des Vertrags als eine Frage der finanziellen Ausstattung von Haushaltsjahr zu Haushaltsjahr.

Labor für die europäische Integration

Was zwischen Deutschland und Frankreich gelingt, kann Europa bewegen



Der neue Elysée-Vertrag solle nicht nur eine Liste des Wünschenswerten sein, fordert Dr. Martin Koopmann, Vorstand der Stiftung Genshagen, die in einem Positionspapier der Deutsch-französischen Reflexionsgruppe konkrete Arbeitsfelder beschreibt, in denen beide Länder stärker gemeinsam arbeiten sollten. Wenn der Vertrag einen Mehrwert bieten solle, dann ist einiges zu tun. Was? Darüber hat Ute Schaeffer mit Martin Koopmann gesprochen.

Der neue Elysée-Vertrag bezieht sich auf eine ganz andere politische Realität als sein Vorgänger vor 55 Jahren. Was muss er deshalb leisten?

Der neue Vertrag wird den ersten ergänzen, denn es geht ja nicht darum, diesen zu ersetzen sondern ein komplementäres Element zu schaffen. Das ist keine leichte Aufgabe, denn der erste Vertrag war ja auch schon sehr konkret, was die bilaterale Kooperation angeht.

Der neue Vertrag wird sich vor allem auf Europa beziehen müssen. Er wird den aktuellen europäischen Kontext in den Mittelpunkt rücken müssen, weil die deutsch-französischen Beziehungen heute nicht mehr ohne Europa zu denken sind. Sie sind integraler Bestandteil der europäischen Realität, der europäischen Integration geworden. Und gleichzeitig geht es diesem integrierten Europa schlecht. Das heißt, Deutschland und Frankreich müssen – wenn das neue Papier einen Mehrwert bringen soll – strukturelle Antworten finden auf die aktuelle politische Situation in Europa. Der Vertrag darf sich jedoch nicht mit reinem Krisenmanagement begnügen: Er muss einen langfristig wirksamen Weg weisen, wie beide Länder dazu beitragen können, die Europäische Union zukunftsfest zu machen. Das ist eine große Herausforderung.

Wenn Sie auf das schauen, was konkret politisch zu lösen und zu bearbeiten ist. Welche Themen sind aus ihrer Sicht vordringlich?

Deutschland und Frankreich müssen sich darauf verständigen, welches Ziel sie verfolgen wollen: Zusammenhalt der EU der 27 um jeden Preis oder Ausdifferenzierung der EU und Entwicklung eines Kern-Europa, das schneller voranschreitet als die anderen. Wollen beide Länder Motor eines integrierten Europas im Sinne Jean Monnets und Robert Schumans sein? Oder geht es vor allem darum, das Versprechen eines gemeinschaftlichen Gesamteuropas, das ja auch auf Adenauer und de Gaulle zurückgeht, heute einzulösen? Das sind unterschiedliche Ziele, die einander ausschließen. In dieser Frage müssen sich Deutschland und Frankreich in dem neuen Vertrag auch positionieren – und sich darüber verständigen, was ihre Funktion im europäischen Kontext ist.

Sehen Sie die beiden Länder da einig?

Es gibt eine Konvergenz zwischen Deutschland und Frankreich in dieser Frage. Konvergenz heißt aber nicht Einigkeit. Und genau darum geht es jetzt. Es gilt, klare Fragen zu beantworten und sich zu verständigen: Was bedeutet Kohärenz in der EU der 27? Was bedeutet Handlungsfähigkeit in einem

erweiterten Europa? Und was bedeutet das dann konkret für die deutsch-französischen Beziehungen? Das Positionspapier der Deutsch-französischen Reflexionsgruppe benennt konkrete Arbeitsfelder, um die es gehen sollte. Dazu gehört der deutsch-französische Wirtschaftsraum mit einer deutlichen Annäherung der Steuer-, Haushalts- und Arbeitsmarktpolitik.

Ist dieses Projekt aussichtsreich oder sehen Sie andere politische Arbeitsfelder als geeigneter?

Ein deutsch-französischer Wirtschaftsraum ist zunächst einmal ein Schlagwort, das ausformuliert und konkretisiert werden müsste. Es geht uns in dem Positionspapier der Deutsch-französischen Reflexionsgruppe darum, „Konvergenzlabore“ zu schaffen. D. h. konkret: in den Bereichen, in denen die EU nicht vorankommt oder nur unzureichend vorankommt, bilateral zu zeigen, dass Gemeinschaft möglich ist. Und das kann beispielsweise im Steuerbereich sein. Niemand hindert Deutschland und Frankreich daran, ihre Steuersysteme anzunähern – ohne sie allerdings zwangsweise zu harmonisieren und sinnvollen, stimulierenden Steuerwettbewerb völlig abzuschaffen. Das ist möglich, und auch in anderen Wirtschaftsbereichen ist mehr Konvergenz durchaus möglich, um ein Beispiel zu geben und zu zeigen: Wir übernehmen Verantwortung für Europa. Darum geht es uns mit diesen Vorschlägen. Der Weg zu einem deutsch-französischen Wirtschaftsraum, der ist aber natürlich noch weit.

Was wären denn andere Handlungsfelder?

Ich könnte mir vorstellen, dass man wirklich viel konkreter über einen deutsch-französischen Arbeitsmarkt nachdenkt. Beide Länder beschäftigt die Frage, wie man junge Menschen in den Arbeitsmarkt bringt. Und es ist offensichtlich, dass man da voneinander lernen kann. Das geht über ein Kopieren des Dualen Bildungssystems, wie es in Deutschland besteht, durch Frankreich weit hinaus. Das bedeutet: Wie fördert man Ausbildungsgänge, die praxis- und zukunftsrelevant sind, die eng mit den Unternehmen abgestimmt und innovativ sind? Hier können beide Länder voneinander lernen, wir denken nach wie vor zu sehr in nationalen Schablonen. Gleichzeitig darf das natürlich nicht bei einem deutsch-französischen Projekt stehen bleiben. Das ist uns in allen Vorschlägen wichtig. Die deutsch-französische Abstimmung ist besser als nichts und kann eine wichtige Impulsfunktion übernehmen. Aber wir brauchen natürlich mehr als Deutschland und Frankreich, um Europa zu reformieren.

Ihr Positionspapier setzt sich u. a. dafür ein, dass Regierungspolitiker ihren Parlamenten sowohl in Deutschland wie in Frankreich regelmäßig berichten wie es um die Fortschritte in den deutsch-französischen Projekten steht. Welche Aspekte sollten sich noch verändern?

Die Berichtspflicht hat einen doppelten Effekt aus unserer Sicht: zum einen geht es darum, dass die auf den deutsch-französischen Ministerräten beschlossenen Projekte auch tatsächlich umgesetzt werden. Es geht darum, Verlässlichkeit zu schaffen. Das zweite Ziel ist, die deutsch-französischen Beziehungen sichtbarer zu machen. Es ist ja nicht so, dass die deutsch-französischen Beziehungen bisher einen Dornröschenschlaf gehalten hätten. Auch wenn beide Länder in den vergangenen Jahren ihrem Anspruch, Motor der europäischen Integration zu sein, kaum gerecht geworden sind, hat es doch keinen deutsch-französischen Stillstand gegeben. Wir glauben, dass mit einer regelmäßigen Berichtspflicht gegenüber den Parlamenten, die wichtig sind für die öffentliche Wahrnehmung und Meinungsbildung, für diese Sichtbarkeit viel getan werden kann. Ich glaube, dass es ein großes Defizit der deutsch-französischen Beziehungen ist, dass das, was an Positivem geleistet wurde, nicht ausreichend wahrgenommen wird.

Dabei ist die deutsch-französische Partnerschaft doch gerade durch ihre bürgernahen Aktivitäten, Städtepartnerschaften, Austauschprogramme für Jugendliche usw. geprägt?

Ich glaube, das wird von den Jugendlichen, die solche Austauschprogramme durchlaufen, schon wahrgenommen. Trotzdem hat die Zahl der jungen Deutschen und Franzosen, die die andere Sprache erlernen wollen, über Jahre abgenommen. Das liegt unter anderem auch an der Globalisierung. Junge Menschen denken heute über den unmittelbaren Nachbarn weit hinaus, haben andere Regionen im Blick, die auch außerhalb von Europa liegen. Viele schauen auch darauf, welchen Mehrwert es ihnen bietet, wenn sie sich wirklich für das andere Land engagieren, für die Sprache und die Kultur interessieren? Und das ist eine andere Perspektive als die der fünfziger und sechziger Jahre, als es vor allem darum ging, Ruhe und Frieden zu schaffen in Deutschland und Frankreich, in Europa.



© Stiftung Genshagen

Dr. Martin Koopmann

Deutschland zögert, auf die Reformvorschläge des Präsidenten einzusteigen. Warum ist es so schwierig, dieses Thema mit etwas mehr Tempo anzugehen?

Die Reform der EU ist alles andere als ein einfaches Thema. Und zum anderen hat Innenpolitik in Deutschland gerade Vorrang. Es geht darum, wieder eine Balance zu finden für die regierenden Parteien, die beide die Wahlen im letzten Jahr verloren haben und die Druck von ihrer Wählerschaft bekommen – oder auch von Seiten der AfD. Und mein Eindruck ist, dass die Bundeskanzlerin zurzeit vor allem die Zukunft ihrer eigenen Partei und die Wahlen 2021, vielleicht auch die Landtagswahlen in Bayern in diesem Jahr im Blick hat. Ein Einschwenken auf die Vorschläge von Emmanuel Macron wäre vor diesem Hintergrund zumindest ein Risiko. Das heißt nicht, dass sie diesen Vorschlägen ausschließlich kritisch gegenübersteht, aber sie wägt ab. Und dieses Abwägen führte zu einem späten und äußerst vorsichtigen Zugehen auf die Reformvorschläge Macrons.

Auf welche Weise sollten sich denn künftige deutsch-französische Projekte für andere Staaten öffnen?

Der Weg kann nur kompliziert sein. Es kann nur darum gehen, auf flexible Weise Dritte einzubinden und die Einbindung Dritter auch ganz explizit als ein politisches Ziel zu definieren, etwa im neuen Elysée-Vertrag. Wir schlagen eine Selbstverpflichtung vor, dass in jeder bilateralen Initiative ein offenes Element enthalten sein muss für eine frühzeitige Einbindung anderer Partner. Wer das dann im Einzelnen ist, das hängt dann vom Politikfeld ab. Das Ziel, die flexible Öffnung und Nicht-Exklusivität starker deutsch-französischer Beziehungen nicht nur rhetorisch zu definieren, sondern auch umzusetzen, sollte im neuen Vertrag formuliert und dann in der politischen Realität auch gelebt werden.

Laboratoire de l'intégration européenne

Ce qui réussit entre l'Allemagne et la France peut faire bouger l'Europe

» Le nouveau traité de l'Élysée ne doit pas seulement être une liste de souhaits. C'est ce que demande Martin Koopmann, président de la Fondation Genshagen, qui, dans une prise de position du groupe de réflexion franco-allemand, décrit des domaines de travail concrets dans lesquels les deux pays devraient travailler plus étroitement ensemble. Si le contrat doit offrir une valeur ajoutée, il y a encore beaucoup à faire. Ute Schaeffer a demandé à Martin Koopmann quels étaient les domaines d'action.

Le nouveau traité de l'Élysée fait référence à une réalité politique très différente de celle qui existait il y a 55 ans. Qu'est-ce qu'il doit faire ?

Le nouveau traité complétera le premier, car il ne s'agit pas de le remplacer mais de créer un complément. Ce n'est pas une tâche facile, car le premier traité était déjà très concret en termes de coopération bilatérale.

Le nouveau traité devra concerner principalement l'Europe. Il devra se concentrer sur le contexte européen actuel, car les relations franco-allemandes ne sont plus concevables sans l'Europe. Elles sont devenues partie intégrante de la réalité européenne, de l'intégration européenne. Et en même temps, cette Europe intégrée est en mauvais état. Cela signifie que si le nouveau document doit apporter une valeur ajoutée, l'Allemagne et la France doivent trouver des réponses structurelles à la situation politique actuelle en Europe. Toutefois, le traité ne doit pas se limiter à la gestion de crise : il doit montrer comment, à long terme et de manière efficace, les deux pays peuvent contribuer à préparer l'Union européenne pour l'avenir. C'est un grand défi.

Parmi ce qui doit être résolu et traité politiquement, quels sont les sujets que vous considérez comme urgents ?

L'Allemagne et la France doivent se mettre d'accord sur l'objectif qu'elles veulent atteindre : la cohésion de l'Union Européenne à 27 à tout prix, ou la différenciation de l'UE et le développement d'une Europe centrale qui avance plus vite que les autres. Les deux pays veulent-ils être le moteur d'une Europe intégrée dans l'esprit de Jean Monnet et de Robert Schuman ? Où s'agit-il avant tout de concrétiser aujourd'hui la promesse d'une Communauté européenne qui remonte à Adenauer et De Gaulle ? Ce sont des objectifs qui s'excluent mutuellement. L'Allemagne et la France doivent également se positionner dans le nouveau traité sur cette question – et se mettre d'accord sur leur fonction dans le contexte européen.

Avez-vous l'impression que les deux pays sont d'accord sur ce point ?

Il existe une convergence entre l'Allemagne et la France sur cette question. Mais convergence ne signifie pas unité. Et c'est de cela qu'il s'agit. Nous devons répondre à des questions claires et parvenir à un accord : qu'est-ce que la cohérence dans l'UE des 27 ? Que signifie la capacité d'agir dans une Europe élargie ? Et qu'est-ce que cela signifie exactement pour les relations franco-allemandes ? La prise de position du groupe de réflexion franco-allemand identifie des domaines de travail spécifiques qui devraient être abordés. Cela inclut l'espace économique franco-allemand avec une convergence claire des politiques fiscales, budgétaires et du marché du travail.

Ce projet est-il prometteur ou pensez-vous que d'autres domaines politiques seraient plus appropriés ?

Un espace économique franco-allemand est d'abord et avant tout un mot à la mode qu'il faut préciser et concrétiser. Dans la prise de position du groupe de réflexion franco-allemand, il s'agit de créer des « laboratoires de convergence ». Autrement dit, montrer bilatéralement que la communauté est possible dans des domaines où l'UE ne progresse pas, ou dans ceux où elle ne progresse pas suffisamment. Et cela peut être, par exemple, dans le domaine fiscal. Personne n'empêche l'Allemagne et la France de rapprocher leurs systèmes fiscaux sans toutefois les harmoniser de force ni abolir complètement une concurrence fiscale utile et stimulante. C'est possible, et une plus grande convergence est également possible dans d'autres secteurs de l'économie, et ce afin de montrer l'exemple et de dire : nous prenons la responsabilité de l'Europe. C'est la raison d'être de ces propositions. Cependant, la route vers une zone économique franco-allemande est encore loin d'être tracée.

Quels seraient les autres domaines d'action ?

Selon moi, il faudrait réfléchir de manière beaucoup plus concrète à un marché du travail franco-allemand. Les deux pays sont préoccupés par la question de savoir comment faire entrer les jeunes sur le marché du travail. Et il est évident que, dans ce domaine, nous pouvons apprendre l'un de l'autre. Cela va bien au-delà de l'adoption par la France du double système éducatif tel qu'il existe en Allemagne. Il faut se demander comment promouvoir des programmes de formation axés sur la pratique et sur l'avenir, innovants et en collaboration étroite avec les entreprises. Dans ce domaine, les deux pays peuvent apprendre l'un de l'autre, nous pensons encore trop en termes de modèles nationaux. Dans le même temps, cela ne doit bien sûr pas se limiter à un projet franco-allemand. Cet aspect est fondamental pour nous dans toutes nos propositions. La coordination franco-allemande est mieux que rien et elle peut servir de levier. Mais il est évident que nous avons besoin de plus que de l'Allemagne et de la France pour réformer l'Europe.

Dans votre prise de position, vous préconisez, entre autres, que les responsables politiques gouvernementaux fassent régulièrement un rapport à leur parlement, tant en Allemagne qu'en France, sur l'état d'avancement des projets franco-allemands. Quels autres aspects devraient encore changer selon vous ?

Selon nous, cette obligation d'informer les parlements a un double effet : d'une part, il s'agit de s'assurer que les projets décidés lors des Conseils des ministres franco-allemands sont effectivement mis en œuvre. Pour créer de la fiabilité. Le deuxième objectif est de rendre les relations franco-allemandes

plus visibles. Ce n'est pas comme si les relations franco-allemandes avaient été au point mort jusqu'à présent. Même si les deux pays ont eu du mal à être, comme ils y aspiraient, le moteur de l'intégration européenne ces dernières années, il n'y a pas eu d'impasse dans la relation franco-allemande. D'après nous, l'obligation de rendre régulièrement compte aux parlements – ce qui est important pour la perception publique et la formation des opinions – peut faire beaucoup pour cette visibilité. Je pense que c'est un grand manque dans les relations franco-allemandes : les réalisations positives ne sont pas suffisamment perçues.

Pourtant, le partenariat franco-allemand est marqué par les activités citoyennes, les jumelages, les programmes d'échanges pour les jeunes ?

Je crois que les jeunes qui participent à de tels programmes perçoivent ces réalisations positives. Mais le nombre de jeunes Allemands et Français qui veulent apprendre l'autre langue a diminué au fil des ans. Cela s'explique notamment par la mondialisation. Aujourd'hui, les jeunes pensent bien au-delà de leurs voisins immédiats, et ils se tournent vers d'autres régions qui se trouvent en dehors de l'Europe. Beaucoup envisagent également la valeur ajoutée que cela leur donne s'ils s'investissent vraiment dans l'autre pays, s'ils s'intéressent à la langue et à la culture. Et c'est une perspective différente de celle des années 1950 et 1960, lorsque l'objectif principal était de créer le calme et la paix en Allemagne et en France, et en Europe.

L'Allemagne est réticente à se lancer dans les propositions de réforme du président. Pourquoi est-il si difficile d'aborder ce sujet à un rythme un peu plus rapide ?

La réforme de l'UE est tout sauf une question simple. Et puis, la politique intérieure a la priorité en Allemagne. L'objectif est de trouver un nouvel équilibre pour les partis au pouvoir, qui ont tous deux perdu les élections l'année dernière et qui sont sous la pression de leur électorat – ou de l'AFD. Et j'ai l'impression qu'actuellement, la chancelière pense surtout à l'avenir de son propre parti et aux élections de 2021, et peut-être aussi aux élections qui auront lieu en Bavière cette année. Se tourner dans ce contexte vers les propositions d'Emmanuel Macron constituerait un risque. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle n'a qu'un regard critique sur ces propositions. Elle pèse le pour et le contre. Et cette réflexion a conduit à une approche tardive et extrêmement prudente des propositions de réforme du président français.

De quelle manière les futurs projets franco-allemands devraient-ils s'ouvrir à d'autres Etats ?

Cela va forcément être compliqué. On ne peut qu'impliquer des pays tiers de manière flexible, et définir leur participation comme un objectif politique, par exemple dans le nouveau traité de l'Elysée. Nous proposons un engagement volontaire selon lequel toute initiative bilatérale doit inclure un élément qui permet à d'autres partenaires d'y participer à un stade précoce. Quels seront dans le détail les pays concernés, cela dépendra du domaine politique. L'objectif non seulement de définir de manière rhétorique mais aussi en pratique une ouverture flexible à d'autres pays, ainsi que la non-exclusivité de relations franco-allemandes fortes, cet objectif devrait être formulé dans le nouveau traité de l'Elysée avant d'être vécu dans la réalité politique.

Ein Vertrag für die Bürger?

Der neue Elysée-Vertrag sollte über die bisherigen Austauschprogramme hinausgehen

Von Audrey Parmentier*

» Der Elysée-Vertrag vom 22. Januar 1963 sollte ausdrücklich nicht nur ein von den Staatschefs beschlossener Vertrag sein – sondern ein Text, der die Bürger einander näher bringt. Das war auch der Grund, warum Charles de Gaulle und Konrad Adenauer das deutsch-französische Jugendwerk gründeten. 55 Jahre später betont auch die gemeinsame EntschlieÙung der Parlamentarier der Nationalversammlung und des Bundestages den Wert, den Austausch und Mobilität zwischen junger Menschen in beiden Ländern haben. Was erwarten junge Franzosen und Deutsche von einem neuen Elysée-Vertrag? Und diejenigen, die zum Teil seit Jahren den Schul-, Hochschul- und Berufsaustausch zwischen Frankreich und Deutschland organisieren?

Daniel Roques, Mitglied im babop e. V., dem Berliner Arbeitskreis für Politische Bildung, ist seit mehr als 10 Jahren im deutsch-französischen Austausch engagiert. Durch das deutsch-französische Jugendwerk (OFAJ) habe sich der gegenseitige Austausch stark entwickelt – sowohl was den Austausch von Jugendgruppen angeht als auch die individuelle Teilnahme an Austauschprogrammen. Allerdings stellt der ausgebildete Erzieher auch fest, dass nach wie vor mehrheitlich vor allem Schülerinnen und Schüler an den Austauschprogrammen teilnehmen würden. Und das trotz des erklärten Willens, auch junge Menschen mit geringeren Mitteln und Möglichkeiten stärker zu beteiligen. Für Roques geht es darum, etwas weniger Gewicht auf den individuellen Austausch zu legen. Vielmehr sollten gezielt Sozialarbeiter oder Verbände angesprochen werden, um junge Menschen zu erreichen, „die es etwas weniger gewohnt sind, sich über diese Art von Programmen zu informieren, oder die es nicht einmal wagen, sich vorzustellen, dass sie daran teilnehmen könnten.“

Für Yoan Vilain, Studienleiter an der Humboldt European Law School, „bleibt der attrak-

tivste Weg für Studierende das integrierte Austauschprogramm der Universitäten, denn so werden die im Ausland erzielten Noten im Herkunftssystem anerkannt“. Der ehemalige Doktorand am Forschungszentrum Marc Bloch in Berlin will die Austauschprogramme für die englischsprachige Welt öffnen – schließlich sei Englisch eine unverzichtbare Kompetenz am Arbeitsmarkt. So ermöglicht die European Law School Studierenden von fünf Universitäten ein Studium in drei Ländern: Frankreich, Deutschland und Großbritannien. Für Vilain ist es wichtig, am Ziel festzuhalten, die Sprache des Partnerlandes gut zu beherrschen, „weil es das Tor zu einer ganzen Welt ist“. Gleichzeitig aber sei es notwendig, den Rückgriff auf die englische Sprache im Austausch zu ermöglichen. „Es reicht nicht aus, sich auf diejenigen zu beschränken, die aufgrund ihrer Sozialisation bereits Zugang zu zweisprachigen Klassen haben“, erklärt er.

Der gemeinsame Beschluss der Abgeordneten der Nationalversammlung und des Bundestages zur Neufassung des Elysée-Vertrags fordert die Regierungen beider Länder auf, bilinguale Klassen sowie Schulen zu schaffen, die es den Schülern

* Audrey Parmentier ist Redakteurin bei *Dokumente/Documents*.

ermöglichen, sowohl das französische als auch das deutsche Abitur zu absolvieren. Daniel Roques betont noch einmal, dass diese Klassen bisher nicht überall eingerichtet werden, sondern dass sie im Moment eher Privilegierten vorbehalten seien. Ideal wäre es aus seiner Sicht, an allen Schulen zweisprachige Klassen zu schaffen, damit jeder Zugang zu ihnen habe.

Tatsächlich sei die Nachfrage viel größer als das Angebot, stellt Catharina fest, die in Berlin lebt. Dort können 60 % der Kinder, die in eine zweisprachige Klasse gehen möchten, dies nicht tun, da es keine solchen Klassen gibt. Sie seien nicht die Priorität des Berliner Senats. Catharina, die als Anwältin mit dem Schwerpunkt erneuerbare Energien arbeitet, nahm am Deutsch-Französischen Zukunftsdialog teil, einem Programm, das 2007 mit Unterstützung der Robert Bosch Stiftung ins Leben gerufen wurde, um ein Netzwerk von jungen Menschen zu schaffen, die in beiden Ländern aktiv sind. Diese Erfahrung ermöglichte es ihr nicht nur ihre Verbundenheit mit Frankreich zu stärken, sondern auch konkrete neue persönliche und berufliche Kontakte zu knüpfen. Catharina räumt ein, dass heute vielen jungen Menschen das jeweilige Nachbarland Frankreich und Deutschland möglicherweise etwas langweilig oder zu naheliegend erscheine – und stattdessen Ziele bevorzugen, die exotischer seien oder eine „größere wirtschaftliche Dimension“ haben.

Wäre die Öffnung des deutsch-französischen Austauschs für andere Länder eine mögliche Lösung? Für Daniel Roques, der bereits zahlreiche deutsch-französische Jugendtreffen mit einem Drittland, insbesondere Algerien oder Marokko, organisiert hat, besteht daran kein Zweifel. „Ich bin überzeugt“, erklärt er, „dass die Präsenz eines anderen Landes es ermöglicht, aus dem Muster der deutsch-französischen Begegnung herauszukommen. Und sich damit auch von einem Ansatz zu verabschieden, der leider immer noch sehr präsent ist: nach dem die Franzosen lernen werden, was deutsche Kultur ist und umgekehrt.“

Aber es gibt immer noch viele Hindernisse, angefangen mit den institutionellen und bürokrati-

schen Hürden. „Einige Ansprechpartner im deutsch-französischen Jugendwerk“, sagt Daniel, „haben den Wert einer solchen Öffnung nicht erkannt.“ Ganz zu schweigen von den Schwierigkeiten bei der Visumerteilung beim Austausch mit Ländern, die nicht zum Schengen-Raum gehören. Viele junge Menschen in diesen Ländern erhielten kein Visum, und die betreffenden Länder erteilten auch immer weniger Visa für junge Europäer. Nicht zuletzt muss das Budget größer sein, wenn man diese Austauschprogramme ermöglichen will. Laut Roques sollte der neue Elysée-Vertrag diese Tatsache berücksichtigen.

Die Abgeordneten beider Parlamente fordern in ihrer Erklärung vom Januar die beiden Regierungen auf, deutsch-französischen Praktikanten einen klaren Status als Praktikanten zu geben. Auch wenn das für Catharina eher eine Formalität ohne große inhaltliche Bedeutung ist, da alle von ihr selbst in Frankreich absolvierten Praktika reibungslos verlaufen seien dank der bereits bestehenden Harmonisierung der Regelungen auf europäischer Ebene, so sehen die meisten deutsch-französischen Akteure die Schaffung eines solchen klaren Status‘ als einen Fortschritt an.

In diesem Zusammenhang weist Yoan Vilain darauf hin, dass ein französischer Student, der ein Praktikum in Deutschland machen will, bisher keinen Praktikumsvertrag erhält. Es sei das Deutsch-Französische Jugendwerk, über das er den Status als Praktikant erhalte, der für alle weiteren Formalitäten bezüglich seines Praktikumsaufenthalts wichtig ist. Hinzu kommen weitere administrative Formalitäten, die nicht immer einfach zu erfüllen sind. Für den Juristen und Lehrbeauftragten an der Humboldt-Universität ist deshalb die Einrichtung eines Status für deutsch-französische Praktikanten eine wichtige Grundlage. Universitäten seien gefordert, den Studierenden Kontakte zu vermitteln, um ihnen bei ihrem Vorhaben zu helfen, insbesondere bei der Suche nach einem Unternehmen, das sie aufnimmt, und bei der Nachbereitung. Die European Law School, deren Studienleiter Yoan Vilain ist, hat deshalb ein Netzwerk entwickelt, das junge Menschen ermutigen soll, ihre beruflichen Erfahrungen im Aus-



© BILD-GÜZ

Eine Jugendbegegnung im Deutsch-Französischen Zentrum in Wasserburg/Bodensee

land an andere weiter zu geben. Denn das seien Erfahrungen, die nach Ansicht von Yoan Vilain zu den fruchtbarsten und vielversprechendsten gehörten.

Für Daniel Roques entsteht so ein Mehrwert, der über den reinen Austausch hinausgeht. Vorausgesetzt, dieser neu zu schaffende Status sei nicht nur als wirtschaftliche Maßnahme gedacht, durch die es möglich sein solle, französische Arbeitskräfte nach Deutschland zu holen und umgekehrt – sondern als Maßnahme, die dem Gedanken nach Öffnung und sozialem Lernen verpflichtet ist. Aus Sicht von Roques wäre das wünschenswert. Roques fragt sich auch, wer von diesem Praktikantenstatus vor allem profitieren wird. „Junge Gymnasiasten?“, fragt er. „Das sind diejenigen, die das am wenigsten brauchen“, meint er. Schließlich hätten Gymnasialschüler bereits jetzt guten Zugang zu Schulaustauschprogrammen. Um auch andere Zielgruppen zu erreichen, sollte der erneuerte Elysée-Vertrag aus Sicht von Roques alle Formen der Mobilität fördern. Ein erster Schritt war die Verleihung des De Gaulle-Adenauer-Preises 2017 an die Berufsschulen Kehl. Bei der Preisverleihung betonten die beiden Be-

auftragten für die deutsch-französischen Beziehungen, der Staatsminister für Europa im Auswärtigen Amt, Michael Roth, sowie die französische Europaministerin, Nathalie Loiseau: das europäische Mobilitätsangebot solle sich nicht nur an Studenten richten sondern an alle jungen Menschen, Auszubildende und Berufseinsteiger sollten gleichermaßen von einem gemeinsamen Europa profitieren.

Alle deutsch-französischen Akteure sind sich einig: Der aktualisierte Vertrag des Elysée sollte über rein politische bilaterale Beziehungen und über die Zielgruppen hinausgehen, die sich bereits jetzt für seine Sache einsetzen. Für den wissenschaftlichen Austausch, so Yoan Vilain, sei die Ausweitung der Austauschprogramme auf englischsprachige Länder unerlässlich. Für Catharina sollte es ein Modell sein, von dem andere Länder lernen könnten. Für Daniel Roques ist es wichtig, sich in Europa und in der Welt gemeinsam zu positionieren. Die deutsch-französische Achse, die deutsch-französische Freundschaft, sei ein wirkungsvoller Hebel, „um diese Öffnung zu ermöglichen“, erklärt er.

Un traité pour les citoyens ?

Le nouveau traité de l'Élysée devrait aller au-delà des programmes d'échanges franco-allemands qui existent déjà

Par Audrey Parmentier*

» Le 22 janvier 1963, la France et l'Allemagne avaient insisté sur le fait que le traité de l'Élysée ne devait pas être un traité décidé par les chefs d'Etat, mais un texte qui rapproche les citoyens. C'est ainsi que Charles de Gaulle et Konrad Adenauer ont souhaité la création d'un Office franco-allemand de la Jeunesse ou OFAJ. 55 ans plus tard, la résolution commune adoptée par les députés de l'Assemblée nationale et ceux du Bundestag fait la part belle à la mobilité des jeunes entre les deux pays. Qu'attendent les jeunes Français et les jeunes Allemands d'un nouveau traité de l'Élysée ? Et celles et eux qui organisent des échanges scolaires, universitaires et professionnels entre la France et l'Allemagne ?

Daniel Roques, membre du *bapob e.V.*, l'association Groupe de travail berlinois pour l'éducation à la citoyenneté, a travaillé pendant 10 ans dans les échanges franco-allemands. Selon lui, « les échanges se sont beaucoup développés avec l'OFAJ, que ce soient les échanges de groupes de jeunes ou les mobilités individuelles avec différents programmes. » Cet éducateur de formation constate toutefois que la grosse majorité des mobilités concerne essentiellement les jeunes scolarisés, malgré une volonté affichée depuis quelques années de favoriser les jeunes avec moins d'opportunités. Il faudrait d'après lui moins mettre l'accent sur les mobilités individuelles, et également passer par des travailleurs sociaux, des associations, pour toucher des jeunes « qui ont un peu moins l'habitude de s'informer par eux-mêmes sur ce type de programmes ou qui n'osent même pas imaginer qu'ils pourraient y participer. »

Pour Yoan Vilain, directeur des études de l'Ecole européenne du droit Humboldt European Law School, « le chemin le plus attrayant pour les étudiants reste les programmes intégrés que proposent les universités, car les notes obtenues sont

reconnues dans le système d'origine. » Cet ancien doctorant au centre Marc Bloch à Berlin, un centre franco-allemand de recherche en sciences sociales, souhaite que l'on ouvre la mobilité au monde anglo-saxon – l'anglais étant une compétence indispensable sur le marché du travail. Ainsi l'Ecole européenne de droit permet aux étudiants de cinq universités de faire leurs études dans trois pays, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Pour lui, il est indispensable de conserver l'objectif de maîtrise suffisante de la langue du partenaire, « parce que c'est une porte d'entrée à tout un monde », mais dans le même temps il faut permettre un recours à la langue anglaise dans les échanges. « Se concentrer sur ceux qui, du fait de leur socialisation, ont accès aux classes bilingues ne suffit pas », explique-t-il.

Or la résolution commune des députés de l'Assemblée nationale et du Bundestag invite les gouvernements des deux pays à développer les classes bilingues et bilangues, ainsi que les écoles permettant de passer à la fois le bac français et l'Abitur allemand. Daniel Roques insiste une fois de plus sur le fait que ces classes ne sont pas mises

* Audrey Parmentier est rédactrice de *Dokumente/Documents*.



© Yoan Vilain

Les apprentis à l'honneur : les Ecoles professionnelles de Kehl ont reçu le prix De Gaulle-Adenauer 2017

en place dans tous les quartiers, mais qu'elles sont réservées pour l'instant à une population favorisée. L'idéal serait donc de créer des classes bilingues dans tous les établissements pour que tout le monde y ait accès.

Or la demande est bien plus forte que l'offre comme le constate Catharina. Cette avocate spécialisée dans les énergies renouvelables vit à Berlin où plus de 60 % des enfants qui souhaiteraient aller dans une classe bilingue ne le peuvent pas, car ces classes n'existent pas. Elles ne sont pas la priorité du Sénat berlinois. Catharina a participé au dialogue d'avenir franco-allemand, un programme créé en 2007, soutenu par la fondation Robert Bosch et destiné à créer un réseau de jeunes actifs dans les deux pays. Cette expérience lui a permis de renforcer son attachement à la France, mais aussi de nouer de nouveaux contacts, personnels comme professionnels. Elle sait toutefois qu'aujourd'hui, la France et l'Allemagne en tant que pays voisins, peuvent apparaître légèrement ennuyeux pour les jeunes. Ils leur préfèrent des des-

tinations plus « exotiques » ou qui ont « une dimension économique plus importante. »

La solution serait-elle d'ouvrir les échanges franco-allemands à d'autres pays ? Pour Daniel Roques qui a déjà organisé de nombreuses rencontres franco-allemandes de jeunes avec un pays tiers, notamment l'Algérie ou le Maroc, cela ne fait aucun doute. « Je suis persuadé, explique-t-il, que la présence d'un autre pays permet de sortir de ce tête-à-tête franco-allemand, et d'une approche malheureusement encore très présente selon laquelle les Français vont apprendre ce qu'est la culture allemande et inversement. »

Mais les obstacles sont encore nombreux, en commençant par le blocage des institutions. « Certains interlocuteurs à l'OFAJ, raconte Daniel, ne voyaient pas l'intérêt de cette ouverture ». Sans parler de la question des visas lorsque les échanges ont lieu avec de pays qui ne font pas partie de l'espace Schengen. De nombreux jeunes de ces pays n'obtiennent pas de visas, et les pays

concernés accordent également de moins en moins de visas aux jeunes Européens. Le budget doit par ailleurs être plus conséquent pour pouvoir permettre la mobilité, ce que le futur traité de l'Élysée devrait prendre en considération.

Au mois de janvier, les députés des deux parlements ont invité les gouvernements à mettre en place un statut de stagiaire franco-allemand. Si Catharina, qui a participé notamment au Dialogue d'avenir franco-allemand en 2013, considère cela comme une formalité sans contenu véritable – elle insiste sur le fait que tous les stages qu'elle a effectués en France se sont passés sans problème, grâce notamment à l'harmonisation des réglementations sur le plan européen – la plupart des acteurs du franco-allemand voient cette démarche comme un pas en avant.

Yoan Vilain insiste sur le fait que, jusqu'à présent, un étudiant français qui veut faire un stage en Allemagne ne peut pas avoir une convention de stage. C'est donc l'OFAJ qui lui donne un statut, ce qui vient s'ajouter aux différentes formalités administratives pas toujours simples à effectuer. Pour le juriste, le statut de stagiaire franco-allemand est la base. Mais il faudra que toutes les universités mettent à la disposition des étudiants des interlocuteurs qui les aideront dans leurs démarches, notamment pour trouver une entreprise qui les accueille et pour le suivi. L'École européenne du droit dont Yoan Vilain est le directeur d'études, a ainsi développé un réseau qui incite les jeunes à multiplier les expériences professionnelles à l'étranger, des expériences qui sont, selon Yoan Vilain, les plus fructueuses et les plus prometteuses.

Pour Daniel Roques, il s'agit là d'une valorisation encore plus grande de la mobilité. Avec un bémol toutefois : ce statut n'est-il qu'une mesure économique, qui permettra d'avoir de la main d'œuvre française en Allemagne et réciproquement, ou existe-t-il derrière cette création une volonté d'ouverture et de socialisation ? Ce serait à souhaiter. M. Roques se demande par ailleurs une nouvelle fois qui va bénéficier de ce statut : les jeunes lycéens ? Ce serait alors ceux qui en ont le moins besoin, affirme-t-il. Il faudrait pour remédier à ce-



© bapob e. v.

La danse pour rapprocher les jeunes Français, Allemands et Espagnols – une rencontre organisée par le bapob

la que le traité renouvelé de l'Élysée encourage toutes les mobilités. Or il y a eu un premier pas de fait avec l'attribution du prix De Gaulle-Adenauer 2017 aux Ecoles professionnelles de Kehl. Lors de la remise du prix, Michael Roth alors ministre adjoint chargé des Affaires européennes et son homologue française Nathalie Loiseau ont déclaré que l'offre de mobilité européenne doit s'adresser à tous les jeunes, pas seulement aux étudiants. Les apprentis et les jeunes professionnels doivent profiter tout autant de l'Europe commune.

Tous les acteurs du franco-allemand sont d'accord : le traité actualisé de l'Élysée devrait aller au-delà de la simple relation bilatérale et au-delà du public qui est déjà acquis à sa cause. Pour Yoan Vilain, l'élargissement des échanges universitaires au monde anglo-saxon est primordial. Selon Catharina, il devrait constituer un modèle dont d'autres pays pourraient s'inspirer. D'après Daniel Roques, afin de s'adapter au mieux aux réalités actuelles, il est important de se placer dans l'Europe et dans le monde. « L'axe franco-allemand historique, l'amitié franco-allemande, devraient fonctionner comme levier pour permettre cette ouverture », explique-t-il.